



## CHAPITRE 66

### LOI CONCERNANT LES SOCIÉTÉS DE FABRICATION DE BEURRE OU DE FROMAGE OU DE BEURRE ET DE FROMAGE

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi Titre abrégé.  
des sociétés de fabrication de beurre et de fromage.*

#### SECTION I

##### DE LA FORMATION DE LA SOCIÉTÉ

2. Lorsque, dans quelque partie que ce soit de la province, cinq personnes ou plus ont signé une déclaration, exprimant qu'elles se sont formées en société pour fabriquer le beurre ou le fromage, ou l'un et l'autre, suivant le cas, dans un certain endroit, qui doit être désigné pour être leur principale place d'affaires, et qu'elles ont déposé cette déclaration entre les mains du protonotaire de la Cour supérieure du district où la société a l'intention de s'établir, ces personnes, et toutes celles qui peuvent, dans la suite, devenir membres de cette société, leurs héritiers, exécuteurs, curateurs, administrateurs, successeurs et ayants cause respectifs, forment par là-même, une corporation sous le nom de "Société de fabrication de beurre (ou de fromage, ou l'un et l'autre, suivant le cas) de (nom de l'endroit où est située la manufacture, tel que mentionné dans la déclaration)".

Mode de constituer ces sociétés en corporation.

Nom corporatif.

Un certificat est délivré par le protonotaire à toute telle société constatant qu'elle a fait cette déclaration, lequel certificat doit être enregistré au bureau d'enregistrement de l'endroit où se trouve le siège principal des affaires de la société, et être aussi transmis, sans délai, au ministre de l'agriculture. S. R. (1909), 7175.

Certificat de déclaration de société par le protonotaire, et son enregistrement.

3. La déclaration qui doit être faite en vertu de la présente loi pour constituer en corporation une société de fabrication de beurre ou de fromage, ou de beurre et de fromage, doit être suivant la formule 1. S.R. (1909), 7176.

Forme de la déclaration.

## SECTION II

## DES POUVOIRS ET DES DEVOIRS GÉNÉRAUX DE LA SOCIÉTÉ

Pouvoirs  
généraux de  
ces sociétés.

**4.** Toute société ainsi formée jouit, pour les fins pour lesquelles elle a été créée, de tous les pouvoirs inhérents aux corporations ordinaires, et notamment de ceux de se choisir des officiers parmi ses membres, et de passer des règlements non contraires aux lois de la province pour fixer le nombre de ses membres, le montant des actions et le mode de les prélever, pour la régie de sa discipline interne et pour la conduite de ses procédures et l'administration de ses affaires en général. S. R. (1909), 7177.

Première  
assemblée  
des action-  
naires.

**5.** La première assemblée des actionnaires de la société a lieu dans les huit jours après le dépôt de la déclaration mentionnée dans l'article 2, après qu'un avis spécial à cette fin a été donné aux actionnaires par au moins deux des actionnaires de la société; cet avis doit être signifié au moins deux jours avant l'assemblée dans le but d'élire les officiers et de sanctionner les règlements de la société.

Assemblées  
suivantes.

Les assemblées générales annuelles suivantes, et les assemblées spéciales de la société sont statuées par règlements. S. R. (1909), 7178.

Livres tenus  
par la société.

**6.** Un livre est tenu par chaque société pour y entrer les souscriptions d'actions, et un autre pour y inscrire en détail toutes ses transactions. S. R. (1909), 7179.

Accès à ces  
livres.

**7.** Ces livres et les règlements sont constamment ouverts à l'inspection des membres de la société. S. R. (1909), 7180.

État à four-  
nir au minis-  
tre.

**8.** Dans le cours du mois de décembre de chaque année, il est transmis au ministre de l'agriculture, par chaque société formée en vertu de la présente loi, un état de ses opérations pour l'année. S. R. (1909), 7181.

## SECTION III

DE LA PUNITION DE CEUX QUI VENDENT DU LAIT DE MAUVAISE QUALITÉ  
AUX FABRIQUES DE BEURRE ET DE FROMAGE

Vente frau-  
duleuse de  
lait mélangé.

**9.** Quiconque sciemment et frauduleusement, vend, fournit, apporte ou envoie pour être converti en fromage ou en beurre, à quelque manufacture, du lait mélangé avec de l'eau, ou falsifié en aucune manière, ou du lait dont la crème a été enlevée, du lait connu sous le nom

de "lait écrémé", ou garde quelque partie de tel lait, connu sous le nom "d'égouts"; ou

Quiconque, sciemment et frauduleusement, vend, four-  
nit, apporte ou envoie, à quelque manufacture, du lait Vente fraudu-  
leuse de lait  
infect ou sur.  
qui est infect ou sur, par suite de négligence dans l'en-  
retien de ses chaudières, couloirs, ou autres vaisseaux,  
après avoir été informé de cette infection ou négligence,  
verbalement ou par écrit; ou

Tout manufacturier de fromage ou de beurre, qui, Ou enlève-  
ment fraudu-  
leux de la  
crème du lait  
à la fabrique.  
sciemment et frauduleusement, fait usage, ou ordonne à  
quelqu'un de ses employés de faire usage pour son profit,  
de la crème du lait ainsi apporté à quelque manufacture  
de fromage ou de beurre,

Encourt, pour chaque telle infraction, une amende de Amende.  
pas moins d'un dollar ni de plus de cinquante dollars,  
à la discrétion des juges de paix devant qui cette infrac-  
tion est poursuivie. S. R. (1909), 7182.

**10.** Toute infraction à la présente section peut être Recouvre-  
ment des  
amendes.  
poursuivie dans les trois mois à compter de sa commis-  
sion, sur dénonciation portée par la partie intéressée, ou  
l'une d'elle s'il y en a plusieurs, devant un ou plusieurs  
juges de paix ayant juridiction dans la localité où l'in-  
fraction a été commise, lesquels ont le pouvoir d'enten-  
dre et de décider la cause sur le serment d'un ou de plu-  
sieurs témoins dignes de foi, et ont de plus le pouvoir, au  
cas où l'amende et les frais ne sont pas payés dans  
le délai qu'ils accordent, de les faire prélever par voie  
d'exécution, signée par l'un d'eux ou tous les deux, con-  
tre les meubles et effets du défendeur; et l'amende, lors-  
qu'elle est recouvrée, est payable au dénonciateur pour  
le bénéfice de la partie lésée.

A défaut de paiement en entier de l'amende et des Incarcération  
à défaut de  
paiement.  
frais, après la vente des effets du défendeur, celui-ci  
peut être incarcéré, sur un mandat signé comme susdit,  
dans la prison commune du district où l'infraction a été  
commise, pour une période de pas moins de huit jours,  
ni de plus de trente jours, à moins que l'amende, les  
frais de la poursuite et les frais subséquents ne soient  
plus tôt payés. S. R. (1909), 7183.

**11.** Quelque soit le sort de la poursuite mentionnée Recours ordi-  
naires pour  
dommages.  
dans l'article 10 et nonobstant telle poursuite, les per-  
sonnes qui se croient lésées par quelque infraction aux  
dispositions des articles 9 et 10 de la présente loi ou  
aux dispositions de quelque autre loi, peuvent se pour-  
voir conjointement, devant toute cour civile ayant juri-  
diction, pour recouvrer les dommages qu'elles ont souf-  
ferts. S. R. (1909), 7184.

Poursuites  
par la société.

**12.** Toute société formée en vertu de la présente loi a aussi le droit de poursuivre en son nom, pour tous dommages soufferts par elle, quiconque apporte à la fabrique du lait infect, ou sur, ou écrémé, ou frelaté d'une façon quelconque, que cette personne soit membre ou non de la société, et pour tous autres dommages qui lui sont causés dans son commerce ou dans son industrie.

Recouvrement des  
dommages  
par la société.

Pour les fins du présent article, tous dommages causés par une personne quelconque aux patrons membres de cette société en fournissant du lait infect, ou sur, ou écrémé, ou frelaté d'une façon quelconque, sont déclarés soufferts par cette société qui est autorisée à en poursuivre le recouvrement, et lui sont payables pour être, par elle, distribués entre ses membres dans la proportion de la quantité de crème ou de lait fournie par chacun d'eux pendant le laps de temps déterminé par le bureau de direction et de la manière que le bureau de direction le décide.

Répartition  
des sommes  
obtenues.

Juridiction  
des tribu-  
naux.

Les actions en vertu du présent article sont intentées devant toute cour civile ayant juridiction. S. R. (1909), 7185.

## FORMULE

### 1.—(Article 3)

#### *Déclaration de société*

Nous soussignés,  
convenons de nous former en une société pour la fabrication du beurre (*ou* du fromage, *ou des deux*) en vertu de la Loi des sociétés de fabrication de beurre et de fromage (chap. 66 des Statuts refondus de Québec, 1925), qui sera appelée "la société de fabrication de beurre (*ou* de fromage, *ou* de beurre et de fromage, *selon le cas*) de la paroisse de \_\_\_\_\_, comté de \_\_\_\_\_", et dont le principal bureau d'affaires sera à \_\_\_\_\_, et nous promettons de nous conformer en tout aux statuts et règlements de la société.

(Signatures.)

S. R. (1909), 7185, formule A.